

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(01)/ST/82
11 novembre 2001

(01-5666)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Quatrième session
Doha, 9 - 13 novembre 2001

Original: anglais

BARBADE

Déclaration de S.E. M. Erskine R. Griffith Ambassadeur et Représentant permanent de la Barbade à l'OMC

Permettez-moi tout d'abord de vous féliciter, M. le Président, pour votre nomination dûment méritée à ce poste de première importance.

Je tiens également à saisir cette occasion pour transmettre les sincères remerciements de la Barbade à Son Altesse l'Émir de l'État du Qatar, ainsi qu'au gouvernement et au peuple qatariens pour leur gracieuse hospitalité et pour l'excellence des dispositions prises aux fins de la bonne organisation de cette importante conférence.

Je tiens enfin à féliciter et à remercier le Président du Conseil général, ainsi que le Directeur général et le Secrétariat de l'OMC, pour les efforts inlassables qu'ils ont déployés dans le cadre de la préparation de cette réunion.

La Conférence ministérielle de Doha a déjà laissé son empreinte dans l'histoire en consacrant l'accession à l'OMC de la République populaire de Chine et du Taipei chinois. Nous accueillons ces avancées significatives comme un pas important dans le renforcement du caractère universel du système commercial multilatéral.

Nous, qui sommes réunis ici en cette ville magnifique, pouvons aussi laisser notre empreinte dans l'histoire pour autant que nous réussissions à faire en sorte que nos débats aboutissent à un résultat qui serve les vastes intérêts de la communauté mondiale et à améliorer l'image de cette Organisation aux yeux de ses détracteurs. Ce résultat consisterait notamment à gommer les déséquilibres existant au sein du système commercial multilatéral et à distribuer de manière plus équitable les avantages obtenus.

Nombre de faits attestent que la mondialisation et le processus de libéralisation qui se déroulent en parallèle alors que de nombreux pays sont en train de repositionner leur économie ont apporté des avantages importants. De fait, depuis 1948, le monde a connu une expansion des échanges sans précédent qui a non seulement été considérable mais également régulière.

Malheureusement, les avantages qui ont résulté de cet accroissement des échanges n'ont toutefois pas été répartis équitablement. C'est pourquoi, alors que les pays développés ont connu une plus grande prospérité, la situation n'a guère profité à la plupart des pays en développement dont certains ont même - hélas - régressé.

Cette situation à la fois malsaine et inacceptable, où le fossé entre les pays développés et les nombreux pays en développement semble se creuser en dépit des diverses réformes mises en œuvre aux niveaux intérieur et national, doit être un sujet de vive préoccupation pour ceux d'entre nous qui souhaitent véritablement instaurer un monde plus équitable. À moins d'un renversement de cette

tendance, la stabilité même de l'économie mondiale, que nous appelons tous de nos vœux, nous échappera.

De fait, je suis convaincu que la plus grande menace pour la survie du système commercial multilatéral émanera, non pas des manifestations contre la mondialisation ou d'un ralentissement économique à l'échelle mondiale, mais de l'incapacité à corriger efficacement les déséquilibres croissants du système existant et à remédier aux répercussions négatives qu'ils ont sur les pays en développement. Toute institution qui échoue dans ses tentatives multiples de répondre aux préoccupations pressantes d'une grande partie de ces membres progressera difficilement.

Pour que les objectifs énoncés dans le préambule du GATT et de l'Accord de Marrakech s'agissant du développement économique des pays en développement se réalisent, les questions relatives au développement et la contribution que peut apporter le commerce international à ce processus devront occuper une place centrale à l'OMC.

Afin de parvenir à une situation où un petit pays en développement comme la Barbade sera en mesure de s'assurer une part de la croissance du commerce mondial qui corresponde aux nécessités de son développement économique, il faudra que les résultats de cette conférence permettent de mettre en œuvre des solutions efficaces et ciblées visant à instaurer un système commercial juste et équitable dont pourront tirer parti tous les pays, quels que soient leur taille, leur niveau de développement et la part qu'ils représentent dans le commerce mondial. Les problèmes auxquels sont confrontés les pays en développement ne seront pas réglés par la simple utilisation de règles communes, uniformément applicables à tous les Membres. Pris dans ce contexte, le traitement spécial et différencié ne doit pas être considéré comme une concession de la part des pays développés en faveur des pays en développement, mais plutôt comme un ensemble important d'instruments visant délibérément à donner aux Membres désavantagés les moyens de tirer parti de leur participation au système commercial.

Il ne faut pas demander aux pays en développement d'accepter des obligations additionnelles qui ne feraient qu'accroître les déséquilibres qui existent déjà au sein du système commercial multilatéral. Il faudrait plutôt que tous les Membres tendent à consolider, à faire progresser et à exécuter effectivement les travaux pour lesquels ils ont déjà fixé des mandats.

C'est pour cette raison que la Barbade est pleinement résolue à se conformer à la Déclaration faite par les Ministres des pays ACP lors de la réunion qu'ils ont tenue récemment, le 6 novembre dernier, à Bruxelles. Nous rappelons par ailleurs les priorités exposées par les pays en développement dans la Déclaration du Groupe des 77 et la Chine à la quatrième Conférence ministérielle de l'OMC et approuvons la Déclaration ministérielle formulée par Maurice - également à l'occasion de cette conférence - au nom de plusieurs petits pays en développement vulnérables.

En conclusion, permettez-moi de souligner que nous ne nourrissons aucune crainte vis-à-vis de la mondialisation et de la libéralisation en soi. Nous reconnaissons bien entendu qu'elles comportent des risques sérieux et qu'elles sont susceptibles d'aboutir à des résultats négatifs mais nous demeurons convaincus qu'elles pourront offrir de nombreuses chances, pour autant qu'elles soient gérées comme il se doit et qu'elles se déroulent à un rythme approprié. Le défi que nous devons relever est le suivant: atténuer les effets délétères de la mondialisation tout en saisissant les nombreuses chances qu'elle offre pour faire progresser nos différents pays. De fait, c'est à mon sens la seule façon d'assurer notre avenir dans ce monde en constante évolution.
